

Si Duplessis m'était conté

Un régime adéquiste libérerait l'État du Québec de ses obligations

Alain G. Gagnon,
Professeur titulaire au département de
science politique de l'université McGill



Courriel : gagnon.alain@uqam.ca

Avec l'autorisation formelle de
l'auteur de diffuser toutes ses
publications dans [Les Classiques des
sciences sociales](#), le 16 mars 2006.

Si Duplessis accusait ses
opposants de faire dans le
bolchevisme et le fascisme pour
les désarçonner, les ténors de
l'Action démocratique du Québec
(ADQ) établissent aujourd'hui
des liens avec les régimes de
terreur. Autres temps, même
stratégie. Les événements du 11
septembre 2001 ont modifié la
donne. Les adéquistes établissent
même des liens entre le
duplessisme et le landryisme.

La syndicaliste Madeleine Parent
parle en connaissance de cause
du duplessisme, elle qui a connu
le régime pour en avoir fait les
frais. Dans Duplessis - Entre la
grande noirceur et la société
libérale, on lit : «Lorsque, pour
mettre du pain sur la table après
avoir donné naissance à un
enfant, la jeune mère se
présentait de nouveau à la
manufacture, qu'il s'agisse du
moulin de coton, de laine, du
vêtement, du tabac, de la
chaussure, de l'alimentation, ou
qu'il s'agisse des services, elle ne
pouvait se réclamer d'aucun droit
acquis pour reprendre son ancien
emploi. [...] Il est arrivé que
Duplessis, le procureur général,
porte des accusations au criminel
contre des représentants

syndicaux qu'il faisait séquestrer pendant que Duplessis, le premier ministre, lançait des attaques publiques violentes contre ces mêmes syndicalistes. Tout ça pour terroriser les grévistes.»

Les propos de Madeleine Parent nous rappellent à la fois les luttes épiques des femmes pour obtenir le droit au travail et celles des syndiqués en vue de faire respecter leurs droits démocratiques. La fin de la sécurité d'emploi pour les fonctionnaires, la privatisation et la sous-traitance proposées par l'ADQ doivent nous préoccuper au plus haut point. Il s'agirait de reculs sociaux majeurs dont il faut promptement prendre la mesure.

Plutôt que de se reconforter des avancées des employés de l'État qui étaient autrefois soumis aux aléas politiques et exiger des redressements pour les membres des communautés ethnoculturelles qui y sont moins bien représentées, voici que l'ADQ n'avance rien de moins qu'un retour à l'arbitraire en proposant la fin de la sécurité d'emploi pour les fonctionnaires.

Mais pourquoi donc avait-on choisi d'instaurer la sécurité

d'emploi dans la fonction publique ? N'était-ce pas justement pour se prémunir contre le duplessisme ?

Dépendance syndicats-gouvernement

Et à quoi nous convie l'ADQ ? Depuis 1994, le programme s'est construit dans l'allégresse. Les adéquistes veulent, semble-t-il, redonner espoir aux exclus du système et surtout à la majorité silencieuse. Pour ce faire, l'ADQ s'en prend aux rapports de dépendance qui existeraient de nos jours entre les «establishments syndicaux» et le gouvernement du Parti québécois, collusion qu'ils dénoncent et à laquelle les adéquistes souhaitent mettre fin.

Doit-on par exemple voir, dans la lutte pour le déficit zéro au moment du Sommet économique du Québec, en 1996, une volonté politique de servir exclusivement les intérêts des travailleurs syndiqués ? Alors que les gens d'affaires et les centrales syndicales du Québec en arrivaient à s'entendre, des groupes populaires se disaient déçus devant la poursuite de cet objectif dans l'absolu.

Le gouvernement de Lucien Bouchard avait, au lendemain du référendum de 1995, l'obligation de créer des conditions économiques et sociales renouvelées pour le Québec en vue de juguler le déficit et de faire face aux exigences internationales. Les acteurs politiques, sociaux et économiques s'étaient dits presque unanimement satisfaits des résultats obtenus tout en se montrant parfois sceptiques en ce qui a trait aux objectifs pouvant être pleinement atteints. Il s'agissait du modèle québécois à son meilleur, maintenant dénoncé vertement par l'ADQ, où groupes populaires, milieu des affaires, syndicats, instances paragouvernementales et gouvernementales acceptaient de relever ensemble les défis de l'heure.

Aujourd'hui, il faudrait, selon l'ADQ, retourner aux seules initiatives individuelles afin de «libérer les talents». Mais qui doit-on libérer, et de quoi ? Libérer le gouvernement de ses responsabilités à l'égard des citoyens dans le domaine de la santé en permettant aux riches d'avoir accès plus rapidement que les autres aux services des médecins ?

Libérer le gouvernement de ses obligations à l'égard des communautés ethnoculturelles qui sont encore trop peu présentes au sein de l'État québécois ? Libérer les employeurs de leurs obligations à l'égard de leurs employés en mettant fin à la sécurité d'emploi et en permettant la sous-traitance au niveau des municipalités ?

Cette «libération» mènerait, de l'aveu même des adéquistes (Plan d'action de l'ADQ, page 27), au renforcement des mécanismes de surveillance gouvernementaux ! Ne serait-ce pas là, dans la logique adéquiste, l'enlisement de l'État dans une fonction nouvelle de coercition ? Ne serait-ce pas là le retour à l'arbitraire tant dénoncé à l'ère duplessiste ?

Les seules obligations seraient du côté des citoyens. La vision contractuelle devant caractériser les rapports entre gouvernants et gouvernés est mise au rancart. Au nom de la «liberté», les citoyens auraient, selon l'ADQ, un accès modulé aux écoles de leur choix, aux services de santé qu'ils seront en mesure ou non de s'offrir à partir d'assurances privées qu'ils auront été à même de s'acheter grâce à des revenus de plus en plus inégaux. À la

page 35 du Plan d'action 2003 de l'ADQ, on peut lire : «Un gouvernement adéquiste [...] permettra aux gens de payer les frais accessoires, l'achat de médicaments (gouttes ophtalmologiques, anesthésiques) et les frais administratifs (pour l'ouverture du dossier ou la rédaction de formulaires).» Est-

ce bien là qu'un régime de liberté adéquiste nous conduit ?

Lorsque les adéquistes cherchent à faire des amalgames entre Duplessis et Bernard Landry, ils contribuent plutôt à mettre en évidence une certaine parenté entre l'ADQ et l'Union nationale. Autres temps, moeurs semblables.